



La Commune



Abstentions et panier de crabes

Bilan des élections municipales de mars 2008

Les élections municipales des 9 et 16 mars derniers sont incontestablement une défaite cinglante pour Sarkozy et son gouvernement et une Berezina pour le Modem de Bayrou, l'autre parti de la droite. La " gauche " a gardé, conquis ou reconquis une majorité de grandes villes : Paris, Lyon, Toulouse, Strasbourg, Rouen, Caen, Amiens, Metz, Reims ...Elle administre désormais 71,7% de la population des villes de plus de 9000 habitants (contre 56% en 2001) . Le PS renforce sa prééminence au sein de la gauche : près de la moitié (46,2%) de la population des villes de plus de 9000 habitants est administrée par lui. Cela en termine-t-il avec les leçons politiques de ces élections ? Certainement pas. Analyse.


Abstention record

La première, la plus importante des leçons est celle du record du pourcentage d'abstentions ...Qu'on en juge.

	1er tour	2nd tour
1965	21,8	29,2
1971	24,8	26,4
1977	21,1	22,4
1983	21,6	20,3
1989	27,2	26,9
1995	30,6	30
2001	32,6	34
2008	33,5	34,5

Ce taux record d'abstentions inégalé dans toute l'histoire de la Vème république est à rapprocher du score inverse de record de participation à la présidentielle de 2007.

l'abstention est d'autant plus forte que la commune est peuplée (son taux est de 39,5% dans les communes de plus de 3500 habitants contre 24,5% dans les autres)

Dans les villes dirigées par le PCF, elle est nettement plus élevée (46,2%) au-dessus même de 50% dans 15 villes (sur 32 villes de plus de 15 000 habitants), pour la plupart dans la région parisienne 

Quelques exemples :

Villes	Abstentions 2008	Abstentions 2001
Bobigny	54 %	56 %
Aubervilliers	53 %	52 %
Clichy/Bois	55 %	47 %
Le Prés St Gervais	50 %	44 %
St Denis	56 %	53 %
Sevran	52 %	47 %
Stains	56 %	57 %
Créteil	52 %	49 %
Ivry	50 %	47 %
Villejuif	50 %	52 %
Vitry	52 %	52 %
Cergy	51 %	50 %
Sarcelles	55 %	50 %
Villiers le Bel	51 %	54 %
Les Mureaux	52 %	42 %
Evry	52 %	49 %
Grigny	55 %	46 %
Melun	51 %	52 %
Wattrelos	51 %	49 %
Roubaix	60 %	55 %
Tourcoing	54 %	50 %

C'est donc bien d'une abstention d'abord et avant tout ouvrière et populaire dont il s'agit. l'abstention de droite existe aussi, certes, mais dans une très moindre mesure.

Qu'ont voulu ainsi signifier les électeurs des villes ouvrières, comme celles de la région parisienne (56% à Saint-Denis !), sinon qu'ils ne se reconnaissent en rien dans la politique menée par les directions des partis censés les représenter. Il s'agit de fait, non d'un phénomène de passivité comme veulent souvent le faire croire ces mêmes partis, mais bien d'une grève du vote.

Ce vide politique de la représentation ouvrière, déjà présent les dernières années ne fait que s'approfondir. Il sera nécessairement comblé par la recherche d'une issue aux problèmes auxquels la classe ouvrière est confrontée sur le terrain direct de la lutte des classes, grèves, manifestations...

Les grèves en cours en sont d'ailleurs les signes avant-coureurs. C'est bien cela qui terrorise ceux qui nous gouvernent, en incluant les gestionnaires de la bourgeoisie que sont les directions des partis de la gauche plurielle. Le phénomène abstentionniste est de ce point de vue la leçon majeure de ces élections.

Poursuite du déclin du PCF

D'aucuns avaient été un peu vite en besogne, au soir du 1er tour, en annonçant un sursaut du PCF, voire une renaissance, à la lumière de quelques rares succès tels que Dieppe ou Vierzon. La satisfaction du premier tour n'a été que de courte durée. Le PCF continue son déclin politique et donc électoral. Les pertes de Montreuil, Aubervilliers, Calais, Pierrefitte, Vizille, Denain, Villeneuve-lès-Maguelonne Pont-de-Claix, mais aussi du département de la Seine St Denis en témoignent. Et les gains (17 villes) sont loin de compenser les pertes (24 villes).

Le bilan des villes désormais dirigées par le PCF est visible selon le tableau ci-dessous: 

Nombre d'habitants	1989	2001	2008
Plus de 30 000	39	28/29*	27
De 20 à 30 000	16	9	7
De 10 à 20 000	55	46	42
De 3500 à 10 000	148	105	100
Total + de 3 500	258	184**/189***	176
*En comptant le 8ème secteur de Marseille			
**184 villes à direction communiste (dont la mairie du 8ème secteur de Marseille) ont été recensées avant le scrutin.			
***Chiffres rendus publics par la commission " Elections " du PCF, le 30 mars 2001			

Le PCF gère aujourd'hui un ensemble de 176 communes de plus de 3 500 habitants qui totalisaient 2 670 000 d'habitants au recensement de 1999, soit 4,5 % de la population française. Ces communes sont réparties dans 45 départements.

Le dirigeant PCF Roger Martelli est contraint d'en conclure : " Le recul enregistré par le PCF est donc moindre que ceux que lui avaient apportés les précédentes consultations depuis 1983. Mais il n'est pas pour autant enrayé (...) "

Le moins que l'on puisse dire...

l'honneur perdu d'Arlette Laguiller et de Lutte ouvrière

En 2003, en refusant de participer à l'ignominie de l'appel quasi unanime (LCR incluse) au vote Chirac pour prétendument battre Le Pen à la Présidentielle, Lutte ouvrière avait fait preuve d'un courage certain.

Il faut croire qu'elle a été taraudée par le remords et qu'elle a cherché à faire amende honorable dans ces élections municipales par son virage "à droite toute " exprimé lors de son congrès de décembre 2007. Dès cette date, l'orientation est devenue : " Tout pour quémander un strapontin, par tous les moyens ". Qu'on en juge par l'interview donnée le 26 janvier au Midi-libre par Maurice Chaynes, représentant de LO sur la liste Mandroux (PS et Modem) à Montpellier :

" C'est mieux d'être élu "

Comment se fait il qu'un membre de Lutte ouvrière se retrouve sur la liste PS et MoDem à Montpellier ?

Mais ce n'est pas particulier à Montpellier, C'est aussi le cas à La Ciotat, Perpignan, Saint Chamond. Notre position était de présenter des listes autonomes ou de voir s'il y avait des possibilités d'avoir des élus. En 2001, nous en avons eu dans certaines communes et cela a été une bonne expérience. Et si on peut en avoir d'autres, cette fois ci, ce ne sera pas mal.

Comment votre ralliement s'est il déroulé ?

On en a d'abord parlé au Parti communiste et il nous a accueillis très favorablement. Ensuite, nous avons eu un rendez-vous au Parti socialiste, qui nous a fait la même proposition.

Vous vous retrouvez sur la même liste que des personnes du MoDem avec lesquelles vous n'êtes pas d'accord sur grand chose. Comment cela se passera t il ?

Je discute de cela tous les jours avec des gens. Et je constate que, quel que soit leur positionnement, ils font très bien la différence entre les partis. Nous y allons pour défendre la politique d'Arlette Laguiller et de Lutte ouvrière au conseil municipal. Cela permet de pérenniser, d'avoir une continuité dans nos actions. Et puis, on peut remarquer que les municipalités de gauche ont une politique plus sociale que celles de droite.

Au sein de LO, y a t il eu des oppositions à ce choix ?

Nous en avons discuté. l'intérêt d'avoir des élus au conseil municipal l'a emporté. Ça ne peut que nous aider.

Le militant de LO Maurice Chaynes ne faisait qu'appliquer en cela l'orientation du congrès de LO début décembre.

Le texte soumis au vote des délégués, rendu publique dans *Lutte des classes* de janvier, 2008, mensuel théorique de LO indiquait : " nous aurons bien sûr le problème d'alliances éventuelles. Nous ne sommes plus en 2001. La droite a peut-être encore le vent en poupe. l'électorat peut-être encore traumatisé par sa présence à la tête de l'Etat et tenté de se porter sur ceux des partis de gauche qui ont des chances de gagner et, en plus, être décidé à ne pas disperser ses voix. Une situation qui peut être très défavorable à la gauche de la gauche et à l'extrême gauche. Nous avions prévu, depuis longtemps, deux ans au moins, que nous risquions d'être laminés à la Présidentielle. Nous n'avions pas anticipé le résultat mais nous avons dit et écrit qu'il serait très probablement très inférieur à celui que nous avons eu en 2002. Mais quelle que soit la situation, nous devons quand même faire l'effort d'une campagne car obtenir des élus municipaux est extrêmement important pour notre rayonnement politique. Ces élus sont un point d'ancrage dans une ville et l'axe autour duquel peuvent graviter nos activités locales (...) La conclusion est que nous devons essayer de constituer des listes dans le maximum de localités. Cela ne nous empêchera certainement pas d'étudier et d'être ouverts à toutes propositions d'alliances, que nous étudierons en fonction des situations, des rapports de force locaux et des possibilités d'élus que ces alliances pourraient réellement nous ouvrir. Nous n'avons en effet aucun intérêt à conclure des alliances sur un programme d'accords avec nos éventuels alliés si cela ne nous permettait pas d'avoir des élus, voire nous en empêchait, et d'autant plus que nous avons les moyens de nous présenter indépendamment (...) Dans les circonstances politiques actuelles, Lutte Ouvrière souhaite qu'il y ait dès le premier tour une union de toutes les forces de gauche et elle est prête à y participer. Ses candidats se présenteront donc sur de telles listes d'union, sauf si le Parti socialiste, le Parti communiste ou les deux refusent cette alliance et préfèrent la division. Ce n'est que dans ce cas que Lutte Ouvrière présentera ses propres listes" (Source : numéro 2060 du 25 janvier 2008 de l'hebdomadaire de LO). A droite toute !



Exclusions

Un mois après il n'y avait plus de précautions de langage :

Pour y parvenir, sachant que ce virage allait faire grincer les dents, la direction de LO normalise le débat interne, empêche la parution de la " tribune de la minorité " et finit par suspendre les militants de la minorité ; c'est-à-dire par les sanctionner en leur enlevant tous les droits de militant : " Le Comité central de LO, écrivent les minos dans un communiqué en date du 4 février : samedi 2 février la " suspension " de la Fraction l'Étincelle jusqu'au prochain congrès de l'organisation qui se tiendra en décembre. Cette exclusion de fait, qui s'applique à tous les niveaux de l'organisation et toutes les instances et concerne toutes les activités militantes, en particulier la participation, rédaction et vente de la presse nationale comme d'entreprise, tombe au moment où LO effectue un tournant politique à 180 ° et cherche à s'intégrer dans l'union de la gauche à l'occasion des prochaines élections municipales.

Le prétexte qui a servi de justification à la direction de LO est d'ailleurs significatif. Cette mesure d'exclusion a été prise parce que deux conseillers sortants élus en 2001 sur des listes LO de Wattrelos (Nord), dont un membre de la Fraction, n'ont pas accepté d'être écartés cette année, manoeuvre qui n'avait d'autre objectif que de faciliter les négociations pour des places éligibles sur la liste de gauche emmenée par le Parti socialiste. On ne peut dire plus clairement qu'il s'agit de se débarrasser de ceux qui n'accepte pas un alignement derrière le Parti socialiste et refusent de prôner une union de la gauche à laquelle LO s'était toujours opposée jusque-là, que cette gauche soit dans l'opposition ou au gouvernement.

Cette intégration ne se fait certes pas sans mal puisque d'une part le Parti socialiste a repoussé jusqu'ici les offres de service de LO dans une majorité des villes où elle les a proposées et qu'elle se heurte d'autre part aux réticences ou même à l'hostilité d'une partie des militants et sympathisants d'extrême gauche. Ces difficultés ne sont d'ailleurs pas étrangères à la détermination de la direction de LO à exclure son opposition interne (...)" (communiqué de la

Minorité, 4 février 2008)

Logiquement, ce virage à droite de LO qui jette cette organisation dans les bras de l'Union de la gauche-Front populaire s'accompagne donc d'un déni de démocratie interne et d'exclusions.

Au 1er tour des municipales, cette stratégie de LO de participation active aux listes " d'Union de la gauche ", y compris avec le PRG et le Modem a été effectuée dans 69 villes.

Résultats du 1er tour pour LO dans ces listes " d'union " : 36 élus pour LO (21 sur des listes unitaires avec le Parti communiste et/ou le Parti socialiste, 15 sur des listes Lutte Ouvrière - Source : site web de LO)


Finalement, à la veille du 2ème tour, LO, sans doute consciente de l'énormité de la situation et déjà confrontée à une crise interne décide, le 12 mars, par la voix d'Arlette Laguiller de se retirer des listes d'union où le PS maintient son alliance avec le Modem, comme à Perpignan ou Marseille.

Compte-tenu du 2ème tour, LO obtient au total 65 élus sur des " listes d'union " Soit un total de (65+15) 80 élus. 

LO dans le camp de l'Union de la Gauche - Front populaire

LO obtient donc l'essentiel de ses élus (65) sur des " listes d'union " Elle avait obtenu 33 élus en 2001 mais uniquement sur des listes LO indépendantes. Le virage à droite est flagrant.

Certes, LO a, au dernier moment, refusé de continuer l'alliance avec le Modem, parti de droite. Mais il a maintenu l'alliance dans des listes où figurait le PRG-MRG. Or le PRG-MRG est, tout autant que le Modem, un parti de la bourgeoisie. Qu'il soit groupusculaire ne fait rien à l'affaire. Il est par nature le lien organique avec la bourgeoisie et ses intérêts (voir encadré ci-contre).

LO était ainsi en bonne place dans des listes d'union incluant le PRG (ou MRG) à Clermont-Ferrand, Clichy, Ivry, La Chapelle St Luc, La Ciotat, Lanester, Limeil-Brévannes, Marseille 8ème, Nogent-sur-Oise, Perpignan, St- Fons, Vénissieux, Vierzon, Villeneuve d'Ascq etc. 

La plupart de ces alliances lui ont permis d'obtenir des élus. Qu'importe le flacon, pourvu qu'on ait l'ivresse ?

Les villes de gauche, plus sociales qu'à droite ?

Le candidat LO à Montpellier a déclaré dans son interview au Midi-Libre cité plus haut : " *On peut remarquer que les municipalités de gauche ont une politique plus sociale que celles de droite* " Ah bon ? Les expulsions de logement exécutées par les maires de gauche, qu'ils soient PS ou PCF seraient-elles plus "sociales " que celles de droite ? Les camarades de LO pourraient-ils nous expliquer ce phénomène et surtout l'expliquer aux expulsés qui se retrouvent sur le trottoir ?


La privatisation à tour de bras des services municipaux serait-elle plus " sociale " que celle effectuée par des maires de droite ?

A moins que LO veuille nous parler de politique plus " sociale " des maires de gauche en direction des immigrés, comme à Ivry, Vitry ou chez Robert Hue ? La capitulation politique, la soumission à l'Union de la gauche plurielle s'accompagnent visiblement de mystification idéologique. A l'image du PCF que LO et la LCR ont semble-t-il l'intention de remplacer au fur et à mesure de sa déconfiture pour le relayer dans l'accomplissement des sales besognes.

LCR : au royaume des aveugles, le borgne est roi

Incontestablement, la LCR tire son épingle du jeu et réalise de très bons scores électoraux. Du moins à première vue. Nous allons voir plus loin que ce n'est pas aussi évident.

" *Sur 200 listes présentées ou soutenues par la LCR, 109 d'entre elles dépassent 5% et 29 sont au-dessus de 10%. (...) D'ores et déjà ces listes ont obtenu 71 élu(e)s.*

Des discussions sont en cours, dans plusieurs villes, pour une fusion technique, sans engagement à une solidarité de gestion, avec des listes PS ou PCF, afin de respecter le choix démocratique des électeurs au 1er tour " 

Au second tour, là où elle se maintient, la LCR obtient 20 élus (Foix, Ventabren, La Couronne, Louviers, Quimperlé, Prades-le-Lez, Saint-Nazaire, Clermont-Ferrand, Cavaillon, Palaiseau, Noisy-le-Grand, Le Haillon. A Montpellier et Morlaix, la liste LCR fusionne soit avec les Verts (Montpellier) et obtient 1 élu, soit avec le PS à Morlaix (3 élus sur la liste Idées du 1er tour). La LCR totalise 24 élus au second tour soit au total des deux tours 95 élus (71+24). Un record pour la LCR. Quelles que soient nos divergences avec la LCR, et elles sont immenses, il est impossible d'être indifférent à un score tel que celui de



Clermont-Ferrand, ville ouvrière, où la LCR passe de 13,8% au premier tour à 15, 34 au second et obtient 4 élus. Il est évident qu'une partie de l'électorat ouvrier s'exprime dans ce vote, tout autant que dans les scores réalisés par la LCR dans les villes ouvrières et populaires de la ceinture de Bordeaux. C'est bien pourquoi il s'agit de souligner à quel point le contenu du vote émis par l'utilisation du bulletin LCR est diamétralement contradictoire avec la politique de la LCR qui elle aussi a pris sa part visant à renflouer l'Union de la Gauche-Front populaire.

" Accords techniques " ?

Comme le signale le communiqué de la LCR que nous présentons ci-dessus, cette organisation a cherché systématiquement et même déjà pour le premier tour, des alliances avec le PS et le PCF. De manière générale, elles ont été refusées, ce qui explique en réalité l'obligation plutôt que l'envie spontanée de la LCR de se présenter seule (ou dans de rares cas avec LO et même le PT)

Il ne s'agit donc pas de courage politique sur une ligne de rupture, mais bien des conséquences d'une fin de non-recevoir du P.-S.

Au second tour, pire encore : la LCR a dû se maintenir car, à deux exceptions près (voir plus haut Montpellier et Morlaix) la

proposition d'un " accord technique " faite par la LCR , en particulier au PS, a été écartée d'un revers de main dédaigneux par ce dernier.


A Clermont-Ferrand par exemple où nous venons de souligner le contenu politique ouvrier du vote émis par les électeurs par le biais du bulletin LCR, cette organisation avait pourtant proposé de fusionner au deuxième tour avec le PS, ce qui est profondément contradictoire avec les raisons manifestées par les électeurs au 1er tour en faveur de la LCR, raisons qui se sont confirmées au 2ème tour exprimant d'autant plus fortement une volonté de rupture ! "Il n'y a pas eu d'accord technique avec le PS qui l'a refusé " a déclaré, désolé, Besancenot.

Pour la LCR, un "accord technique", c'est la présence dans la liste PS par exemple " *sans engagement à une solidarité de gestion*" selon les propres termes de la direction de la LCR.

Quelle vaste rigolade ! Pourquoi le PS accepterait-il de mettre sur sa liste des gens qui ne voteraient pas le budget ? En réalité, il oblige, ce qui est logique, tout élu à passer sous les fourches caudines de sa gestion municipale. Et la LCR, si elle avait été intégrée, aurait finalement voté ce qui lui aurait été demandé, quitte à se pincer le nez au début. Telle est la réalité. D'ailleurs, dans nombre d'endroits, les élus LCR, entre 2001 et 2008 ont souvent voté le budget...par tranches (ceux de LO aussi). Quelle différence entre le vote par morceaux et celui en totalité ?

Sur ce point au moins, LO a été, dans sa volonté d'intégration à la gauche plurielle, moins ambiguë et elle a accepté par avance, en échange de sa participation aux listes d'union avec le PS, de voter le budget de la gauche municipale...

En outre, il faut rappeler, une fois de plus dans nos colonnes, que la LCR a de nouveau mis en avant dans son programme électoral la lutte pour la " démocratie participative et la lutte pour le budget participatif ", basée sur l'expérience de son homologue brésilienne à Porto Alegre, au Brésil.. Le budget participatif, cela consiste à lier les habitants, par des assemblées de quartiers à la gestion de la pénurie : doit-on choisir la voirie ou les services sociaux, les déchets ou la crèche municipale, etc. C'est associer la population à sa propre déchéance...

Enfin, n'oublions pas de faire la pleine lumière sur les listes LCR prétendument indépendantes du 1er tour. C'est loin d'être aussi simple et aussi transparent que la LCR le prétend : " *Sur les 200 listes présentées ou soutenues par la LCR, elle ne s'est présentée seule que dans environ 80 communes. Dans 50 villes, elle a présenté une liste commune avec les collectifs antilibéraux ou la gauche alternative (...)* Dans 30 cas, elle s'est présentée avec le PCF local contrairement à la ligne nationale du PCF (...) Neuf listes ont été présentées avec les Alterécolos, 13 listes ont été décrites comme " unitaires" sans autre précision, 11 listes ont été présentées avec des groupes alternatifs locaux (...)"  Un exemple de ce panier de crabes : la liste des Alternatifs et de la LCR à Pau. Lorsqu'on connaît le programme des Alternatifs, qui n'ont aucune intention de s'attaquer au capitalisme, qui veulent juste être de gentils garçons et filles qui veulent faire le bien autour d'eux...

Et le PT dans tout ça ?

Il n'est pas de bonne morale, dit-on, de frapper un homme à terre. C'est ce que nous ferions si nous indiquions qu'une fois de plus, d'élection en élection, le score électoral du PT s'enfoncé dans des profondeurs abyssales.

A de rares exceptions, le PT se fait distancer, écraser devrait-on dire, par LO et la LCR (sauf bien sûr dans les quelques endroits où il a fait liste commune avec eux, ce qui est une innovation) et ses scores flirtent avec le ridicule.

Même à Alfortville, où le candidat de La Commune a été battu par une coalition sans principe LO-LCR et staliniens, notre camarade Daniel Petri fait beaucoup plus que la liste du PT qui perd, elle aussi son conseiller municipal.

La direction du CCI-PT a l'intention de proclamer prochainement un Parti ouvrier indépendant (POI). Outre qu'il serait intéressant qu'on nous explique, si, par conséquent, l'actuel PT n'est donc ni " ouvrier " ni " indépendant ", que faut-il penser d'un POI dont les fonts baptismaux sont ceux d'une énième cinglante déroute électorale et d'une autre pitoyable auto-proclamation.

Dans ce parti aussi, la crise politique interne s'accélère et l'implosion couve.

Les leçons majeures

Les leçons majeures des élections municipales de 2008 peuvent se résumer ainsi : accentuation de la crise politique et sociale, défaite de grande ampleur pour Sarkozy et son gouvernement neuf mois à peine après son élection, abstention ouvrière record annonciatrice de l'explosion sociale qui vient, vide politique de représentation de la classe ouvrière face au " socialisme bourgeois ", poursuite du déclin du PCF et montée à la rescousse de l'Union de la gauche-Front populaire par les deux principales organisations se réclamant du trotskysme, LO et LCR, décomposition du Lambertisme...

Modifié le jeudi 10 avril 2008

Voir aussi dans la catégorie Dossiers

Qu'est-ce que l'Union européenne ?

Première partie Nous sommes partisans de la rupture avec l'Union européenne et ses institutions. Nous militons pour l'abrogation des traités dit « européens » et inconditionnement pour «... >>

Comment naît le besoin d'un parti des travailleurs

« Personne ne nous représente ». Cet ouvrier de Roubaix sollicité par le Point 1 à propos des élections exprime la sensation de millions de salariés. Beaucoup de gens ne supportent plus ces... >>

Pourquoi militer avec La Commune ?

Notre journal La Commune paraît depuis bientôt vingt-cinq ans. Notre site web met à la disposition de tous quinze années d'archives (articles – documentation - lettres d'information -... >>

Les dernières heures de la Ve République

Nous sommes en train de vivre « la mort en direct » de la Vème République. Ce vieux régime issu d'un coup d'État militaire en 1958 et d'un coup de force institutionnel en 1962 fut... >>

Depuis plusieurs mois, les « acteurs » de la lutte de places mettent sur le tapis un « revenu universel », sorte de super-RSA. D'autres, plus radicaux parlent de « salaire à vie » et... >>

Pour en finir avec le chômage, la misère et l'exploitation

En novembre 2014, nous avons présenté les premiers éléments du PLAN D'URGENCE que nous soumettons à la discussion la plus large. Il ne s'agissait pas d'un plan de transformation mais des... >>
